



AUDIT@BBB
Commissaire aux Comptes

Rapports du Commissaire aux Comptes
Exercice 2024

**CONSEIL
INTERPROFESSIONNEL
DES VINS DE PROVENCE**

Route Nationale 7

83460 LES ARCS



**CONSEIL INTERPROFESSIONNEL
DES VINS DE PROVENCE**

SARL au capital de 7 622.45 € - 33 Chemin Paul Signac - 83143 LE VAL

N° SIRET : 403 376 585 00036 - NAF : 6920Z

Tél : 07-82-20-10-33 - E-mail : audit.benjamin.baucher@gmail.com



Attestation de Commissaire aux Comptes
Exercice 2024

COMPAGNIE
INTERPACIFIC
DES VINS DE PROVENCE
33 Chemin Paul Signac-83143 LE VAL
Tél : 07 82 20 10 33
N° Siret : 403 376 585 0036

SARL AUDIT@BB
Société de Commissariat aux Comptes
Au Capital de 7622,45 €
33 Chemin Paul Signac-83143 LE VAL
Tél : 07 82 20 10 33
N° Siret : 403 376 585 0036

Attestation de Commissaire aux Comptes
Exercice 2024



AUDIT@BB
Commissaire aux Comptes

CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DES VINS DE PROVENCE

MAISONS DES VIN – RN7

83460 LES ARCS EN PROVENCE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux adhérents du CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DES VINS DE PROVENCE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DES VINS DE PROVENCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du conseil interprofessionnel à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

BB

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Elles ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les estimations des subventions à recevoir comptabilisées à la clôture de l'exercice 2024 et dont la méthodologie de provisionnement, avec une décote de prudence, est décrite dans l'annexe.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de votre conseil d'administration et dans les autres documents adressés à aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle



estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du conseil interprofessionnel à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le conseil interprofessionnel ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre conseil interprofessionnel.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative

provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'conseil interprofessionnel à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Val, le 21 juin 2025

SARL AUDIT@BB

Commissaire aux Comptes

SARL AUDIT@BB
Société de Commissariat aux Comptes
Au Capital de 7 622.45 €
33 Chemin Paul Signac-83143 LE VAL
Tél : 07 82 20 10 33
N° Siret : 403 376 585 0036

Représentée par Benjamin BAUCHER

BILAN ACTIFAu Capital de 7622.45 €
33 Chemin Paul Signac-83143 LE VAL
Tel : 07 82 20 10 33

N° Siret : 403 376 535 0036

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	Euros	%
	Capital souscrit non appelé (I)						
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de développement						
	Concessions, brevets et droits similaires	853 634	720 574	133 060	227 583	94 523-	41. 53-
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains	207 481	75 444	132 037	147 084	15 047-	10. 23-
	Constructions	665 464	208 865	456 599	478 920	22 321-	4. 66-
	Installations techniques, matériel et outillage						
	Autres immobilisations corporelles	514 139	465 423	48 716	96 403	47 687-	49. 47-
	Immobilisations en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations financières (2)						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations	300 000		300 000		300 000	
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés	10 000		10 000	10 000		
	Prêts						
	Autres immobilisations financières				282	282-	100. 00-
	Total II	2 550 718	1 470 305	1 080 413	960 273	120 140	12. 51
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Matières premières, approvisionnements	24 398	4 303	20 095	34 350	14 255-	41. 50-
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises						
	Avances et acomptes versés sur commandes						
	Créances (3)						
	Clients et comptes rattachés	1 292 291	63 336	1 228 955	749 374	479 582	64. 00
	Autres créances	2 218 149	260 288	1 957 861	3 162 150	1 204 289-	38. 08-
Comptes de Régularisation	Capital souscrit - appelé, non versé						
	Valeurs mobilières de placement						
	Disponibilités	443 784		443 784	1 044 233	600 449-	57. 50-
	Charges constatées d'avance (3)	721 223		721 223	445 522	275 700	61. 88
	Total III	4 699 845	327 928	4 371 917	5 435 629	1 063 712-	19. 57-
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)						
	Primes de remboursement des obligations (V)						
	Ecarts de conversion actif (VI)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		7 250 563	1 798 233	5 452 330	6 395 902	943 572-	14. 75-

(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an

(3) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
		31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé : 943 740 Primes d'émission, de fusion, d'apport Ecart de réévaluation	943 740	943 740		
	Réserves				
	Réserve légale				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées				
	Autres réserves				
	Report à nouveau	1 331 435	2 208 889	877 454-	39.72
	Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)	216 660-	877 454-	660 793	75.31
	Subventions d'investissement	3 909		3 909	
	Provisions réglementées				
	Total I	2 062 423	2 275 175	212 751-	9.35
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs				
	Avances conditionnées				
	Total II				
PROVISIONS	Provisions pour risques		82 322	82 322-	100.00
	Provisions pour charges	42 885	32 180	10 705	33.27
	Total III	42 885	114 502	71 617-	62.55
DETTES (1)	Dettes financières				
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts auprès d'établissements de crédit	239 383	291 409	52 027-	17.85
	Concours bancaires courants		379	379-	100.00
	Emprunts et dettes financières diverses		209	209-	100.00
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
	Dettes d'exploitation				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 209 011	1 200 641	8 369	0.70
	Dettes fiscales et sociales	191 105	200 325	9 220-	4.60
Comptes de Régularisation	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	381 893	112 960	268 934	238.08
	Produits constatés d'avance (1)	1 325 630	2 200 302	874 672-	39.75
	Total IV	3 347 022	4 006 225	659 203-	16.45
	Ecart de conversion passif (V)				
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	5 452 330	6 395 902	943 572-	14.75
		3 160 414	3 766 842		

(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

COMPTE DE RESULTATAu Capital de 7622.45 €
33 Chemin Paul Signac-83143 LE VAL

Tel : 07 82 20 10 33

N° Siret : 403 376 585 0036

	Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12		Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total			Euros	%
Produits d'exploitation (1)							
Ventes de marchandises	20 510		20 510	10 224		10 286	100.61
Production vendue de biens							
Production vendue de services	5 761 796		5 761 796	5 756 937		4 859	0.08
Chiffre d'affaires NET	5 782 306		5 782 306	5 767 161		15 145	0.26
Production stockée							
Production immobilisée							
Subventions d'exploitation			1 247 592	1 533 652		286 060-	18.65-
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			336 515	294 244		42 271	14.37
Autres produits			64	210-		274	130.36
Total des Produits d'exploitation (I)			7 366 476	7 594 847		228 371-	3.01-
Charges d'exploitation (2)							
Achats de marchandises			39 696	39 728		31-	0.08-
Variation de stock (marchandises)			35 651	24 870-		60 521	243.35
Achats de matières premières et autres approvisionnements							
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)							
Autres achats et charges externes *			5 689 655	6 630 882		941 227-	14.19-
Impôts, taxes et versements assimilés			26 558	11 181		15 376	137.52
Salaires et traitements			907 122	912 284		5 162-	0.57-
Charges sociales			391 813	384 708		7 105	1.85
Dotations aux amortissements et dépréciations							
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			196 600	195 553		1 047	0.54
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations							
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			229 018	342 976		113 958-	33.23-
Dotations aux provisions			10 705			10 705	
Autres charges			27 130	5 230		21 899	418.69
Total des Charges d'exploitation (II)			7 553 946	8 497 672		943 726-	11.11-
1 - Résultat d'exploitation (I-II)			187 470-	902 825-		715 355	79.24
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun							
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)							
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)							

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

3 744

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2024	12	31/12/2023	12	Euros	%
Produits financiers						
Produits financiers de participations (3)						
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)						
Autres intérêts et produits assimilés (3)	6 432		29 932		23 500-	78. 51
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges						
Différences positives de change			375		375-	100. 00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total V	6 432		30 306		23 874-	78. 78
Charges financières						
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées (4)	6 363		4 548		1 816	39. 92
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total VI	6 363		4 548		1 816	39. 92
2. Résultat financier (V-VI)	69		25 759		25 690-	99. 73-
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	187 402-		877 067-		689 665	78. 63
Produits exceptionnels						
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	245				245	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 291		9 289		7 998-	86. 10-
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges						
Total VII	1 536		9 289		7 753-	83. 47-
Charges exceptionnelles						
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	28 534		387		28 147	NS
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	2 260		9 289		7 028-	75. 67-
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions						
Total VIII	30 795		9 676		21 119	218. 27
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	29 259-		387-		28 872-	NS
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)						
Impôts sur les bénéfices (X)						
Total des produits (I+III+V+VII)	7 374 444		7 634 442		259 998-	3. 41-
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	7 591 104		8 511 896		920 791-	10. 82-
5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)	216 660-		877 454-		660 793	75. 31

* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier
: Redevance de crédit bail immobilier
(3) Dont produits concernant les entreprises liées
(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

ANNEXE DU 01/01/2024 AU 31/12/2024

BALLATORE ET CHABERT

ZA de Nicopolis
83170 BRIGNOLES
04.94.69.37.02

ANNEXE

SARL AUDIT@BB
 Société de Commissariat aux Comptes
 Au Capital de 7622,45 €
 33 Chemin Paul Signac - 83143 LE VAY
 Tel : 07 82 20 10 33
 N° Siret : 403 376 585 0036

SOMMAIRE

	page
Faits caractéristiques de l'exercice	49
Evènements significatifs postérieurs à la clôture	50
- REGLES ET METHODES COMPTABLES	
Principes et conventions générales	50
Permanence ou changement de méthodes	51
Informations générales complémentaires	51
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN	
Etat des immobilisations	52
Etat des amortissements	53
Etat des provisions	54
Etat des échéances des créances et des dettes	55
Autres immobilisations incorporelles	55
Evaluation des immobilisations corporelles	55
Evaluation des amortissements	56
Evaluation des matières et marchandises	56
Dépréciation des stocks et en cours	56
Evaluation des créances et des dettes	57
Dépréciation des créances	57
Disponibilités en Euros	57
Produits à recevoir	57
Charges à payer	57
Charges et produits constatés d'avance	58
Ecart de conversion sur opérations en devises	58
Subventions d'équipement	58
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT	
Ventilation du chiffre d'affaires	59
Ventilation de l'effectif moyen	59
- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS	
Montant des engagements financiers	60
Engagement en matière de pensions et retraites	60
Liste des filiales et participations (modèle simplifié)	61
- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	
Produits et charges exceptionnels	61
Produits et charges sur exercices antérieurs	61

NA = Non Applicable NS = Non significative

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

SARL AUDIT@BB
Société de Commissariat aux Comptes
Au Capital de 7622,45 €
33 Chemin Paul Signac-83143 LE VAL
Tel : 07 82 20 10 33
N° Siret : 403 376 585 0036

Cotisations Volontaires Obligatoires (CVO) :

L'évolution des volumes de sorties de chai sur l'année 2024 ayant généré des CVO sont les suivants :

- AOP Côtes de Provence : 3 527 151 € en 2023 (soit 819 810 hl) contre 3 268 933 € en 2024 (soit 758 453 hl dont 758 124 hl des sorties commerciales et vendanges fraîches 2024)
- AOP Côtes de Provence - DGC Sainte Victoire : 104 569 € en 2023 (soit 19 723 hl) contre 120 218 € en 2024 (soit 22 640 hl dont 22 640 hl des sorties commerciales et vendanges fraîches 2024)
- AOP Côtes de Provence - DGC Fréjus : 6 549 € en 2023 (soit 1 520 hl) contre 6 962 € en 2024 (soit 1 615 hl dont 1 615 hl des sorties commerciales et vendanges fraîches 2024)
- AOP Côtes de Provence - DGC La Londe : 38 681 € en 2023 (soit 5 291 hl) contre 29 963 € en 2024 (soit en 4 099 hl dont 4 099 hl des sorties commerciales et vendanges fraîches 2024)
- AOP Côtes de Provence - DGC Pierrefeu : 9 158 € en 2023 (soit 1 253 hl) et 8 273 € en 2024 (soit 1 132 hl dont 1 132 hl des sorties commerciales et vendanges fraîches 2024)
- AOP Côtes de Provence - DGC ND des Anges : 7 634 € en 2023 (soit 1 771 hl) contre 12 926 € en 2024 (soit 2 999 hl dont 2 999 hl des sorties commerciales et vendanges fraîches 2024)
- AOP Coteaux d'Aix-en-Provence : 787 418 € en 2023 (soit 197 316 hl) contre 865 380 € en 2024 (soit 192 307 hl dont 192 070 hl des sorties commerciales et vendanges fraîches 2024)
- AOP Coteaux Varois en Provence : 445 574 € en 2023 (soit 110 018 hl) contre 493 922 € en 2024 (soit 121 956 hl dont 121 918 hl des sorties commerciales et vendanges fraîches 2024)

Subventions d'exploitation :

Sur l'exercice, le CIVP a obtenu des subventions afin de mener à bien son objet de promotions et conforter la notoriété et l'image des Vins de Provence.

Ces subventions ont été obtenues auprès de France Agrimer, les collectivités territoriales (Département et Région), de partenaires locaux ainsi qu'auprès de la CEE (European Research Executive Agency (REA)) pour la subvention "PDO ROSE dite "11.44".

Il est à noter qu'une nouvelle subvention auprès de France Agrimer a été obtenue au cours de l'exercice précédent 2023.

Cette subvention appelée "Marché intérieur" prévoit l'accompagnement financier à hauteur de 50% des actions du CIVP visant à l'information des consommateurs dans les pays de l'union européenne ciblés.

Concernant la subvention "OCM Pays Tiers" octroyée par France Agrimer, il est à

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

noter qu'à la suite de l'arrêt des mesures Covid le taux de l'aide maximal concernant la subvention est repassé à un taux normatif de 50% des dépenses retenues sur l'exercice 2023 et 2024 contre 70% pour l'exercice 2022.
Pour le détail des subventions cf. "Subventions d'équipement" de la présente annexe.

Nouvelle campagne publicitaire :

La nouvelle campagne publicitaire des Vins de Provence a été lancée en Janvier 2023 lors du salon VPE à Marseille.

La totalité des dépenses liées à la campagne publicitaire ont été engagées sur l'exercice 2022.

Cette campagne publicitaire fait l'objet d'un amortissement sur 3 ans. Sur l'exercice 2024, la campagne a généré une charge d'amortissement de 99 639 €.

Pour plus de détails cf. "Etat des immobilisations" de la présente annexe.

Salons :

Au cours de l'exercice 2024, le CIVP a participé à deux salons (PROWEIN et WINE PARIS).

Pour rappel, en 2023, un nouveau salon avait été organisé par le CIVP : VINS DE PROVENCE EXPERIENCE.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

(PCG Art. 831-I/1)

SARL AUDIT@BB
Société de Commissariat aux Comptes
Au Capital de 7622.45 €
33 Chemin Paul Signac-83143 LE VAL
Tel : 07 82 20 10 33
N° Siret : 403 376 585 0036

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2018-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

A compter de l'exercice fiscal 2020, le CIVP a décidé de bénéficier de l'exonération (partielle) de l'impôt sur les sociétés, suite à la réponse de l'administration fiscale du 18/12/2018 (rescrit n°145 de 2018) qui édicte les précisions suivantes :

« En effet, en assurant la promotion des vins de Provence, le CIVP permet à ses adhérents, professionnels de la filière viticole, de bénéficier de meilleures conditions de fonctionnement et de réaliser un surcroît de recettes. Dès lors, le CIVP exerce une activité lucrative. Cela étant, il apparaît qu'en qualité d'organisation interprofessionnelle reconnue, le CIVP peut bénéficier de l'exonération d'impôt sur les sociétés visées au 1°bis du 1 de l'article 207 du CGI. »

En revanche, sont exclues de cette exonération les prestations de services nettement individualisées fournies dans les mêmes conditions que des organismes du secteur lucratif. Un secteur fiscalisé sur 2020, très largement déficitaire, a été constitué à cet effet afin de respecter les obligations fiscales en la matière. Le secteur fiscalise reste nettement déficitaire sur l'exercice 2024.

Un contrôle fiscal a été diligenté par la Dir.Spec.de contrôle fiscal Sud-Est de Toulon le 4 octobre 2021, portant sur les exercices 2019 et 2020. Ce dernier s'est terminé en juin 2022 et n'a pas fait l'objet de redressement. Il valide ainsi la méthodologie retenue qui est donc reprise pour l'exercice 2024.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

SARL AUDIT@BB
Société de Commissariat aux Comptes
Au Capital de 7622.45 €
33 Chemin Paul Signac-83143 LE VAL
Tel : 07 82 20 10 33
N° Siret : 403 376 585 0036

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	850 010		17 150
Terrains	207 481		
Constructions sur sol propre	378 507		
Constructions sur sol d'autrui	286 957		
Installations générales agencements aménagements divers	390 673		989
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	186 010		1 143
TOTAL	1 449 628		2 132
Autres participations			300 000
Autres titres immobilisés	10 000		
TOTAL	10 000		300 000
TOTAL GENERAL	2 309 638		319 282

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles		13 526	853 634	853 634
Terrains			207 481	207 481
Constructions sur sol propre			378 507	378 507
Constructions sur sol d'autrui			286 957	286 957
Installations générales agencements aménagements divers		621	391 042	391 042
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		64 055	123 098	123 098
TOTAL		64 676	1 387 084	1 387 084
Autres participations			300 000	300 000
Autres titres immobilisés			10 000	10 000
TOTAL			310 000	310 000
TOTAL GENERAL		78 202	2 550 718	2 550 718

Les acquisitions d'immobilisations incorporelles comprennent :

- Migration serveur E-FAKTO et E-LLIKO : 6 750 €
- Module de facturation Déclarvins : 10 400 €

Les acquisitions d'immobilisations corporelles comprennent :

- Echelle : 989 €
- Portable personnel : 1 143 €

Les autres participations comprennent la souscription au capital de la SCI RD PROV pour un montant de 300 000 €.

SARL AUDIT@BB
Société de Commissariat aux Comptes
Au Capital de 7622.45 €
33 Chemin Paul Signac-83143 LE VAL
Tel : 07 82 20 10 33
N° Siret : 403 376 585 0036

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL	622 661	111 673	13 526	720 808
Terrains		60 397	15 047		75 444
Constructions sur sol propre		135 004	15 142		150 146
Constructions sur sol d'autrui		49 297	7 179		56 476
Installations générales agencements aménagements divers		335 098	29 151	557	363 693
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		147 190	18 408	61 859	103 739
	TOTAL	726 986	84 927	62 415	749 498
	TOTAL GENERAL	1 349 647	196 600	75 941	1 470 305
Ventilation des dotations de l'exercice		Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires
					Dotations Reprises
Autres immob.incorporelles	TOTAL	111 673			
Terrains		15 047			
Constructions sur sol propre		15 142			
Constructions sur sol d'autrui		7 179			
Instal.générales agenc.aménag.divers		29 151			
Matériel de bureau informatique mobilier		18 408			
	TOTAL	84 927			
	TOTAL GENERAL	196 600			

La nouvelle campagne publicitaire des Vins de Provence a été lancée en Janvier 2023 lors du salon VPE à Marseille.

La totalité des dépenses liées à la campagne publicitaire ont été engagées sur l'exercice 2022.

Cette campagne publicitaire fait l'objet d'un amortissement sur 3 ans.

Les dotations aux amortissements prévisionnelles (dont amortissement de la campagne de publicité) pour les années suivantes sont de :

- 31/12/2025 : 168 532 €
- 31/12/2026 : 58 850 €
- 31/12/2027 : 49 693 €
- 31/12/2028 : 45 703 €
- 31/12/2029 : 42 427 €

SARL AUDIT@BB
Société de Commissariat aux Comptes
Au Capital de 7622.45 €
33 Chemin Paul Signac-83143 LE VAL
Tel : 07 82 20 10 33
N° Siret : 403 376 585 0036

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Charges sociales et fiscales congés à payer	32 180	10 705			42 885
Autres provisions pour risques et charges	82 322		82 322		
TOTAL	114 502	10 705	82 322		42 885

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur stocks et en cours	25 699	3 394	24 790		4 303
Sur comptes clients	69 090	6 085	11 839		63 336
Autres provisions pour dépréciation	211 825	219 538	171 075		260 288
TOTAL	306 615	229 018	207 705		327 928
TOTAL GENERAL	421 117	239 723	290 027		370 813

Dont dotations et reprises d'exploitation		239 723	290 027		
--	--	---------	---------	--	--

Les autres provisions pour risques et charges reprises pour un montant de 82.322 € correspondent au prud'hommes dont l'affaire s'est dénouée durant l'exercice.
Le coût global est de 44 725 € pour une reprise de provision de 82 322 € soit un impact positif sur le résultat de 37 597 €.

L'augmentation de la provision pour indemnités de fin de carrière est de 10 705 € et s'établit à 42 885 € au 31/12/2024.

La dépréciation sur stocks a évolué de la façon suivant :

- Dotations aux dépréciations pour 3 394 € correspond à des stocks de futas et tabliers détenus depuis 1 an ;
- Reprise aux dépréciations pour 24 790 € correspondant à la destruction ou don de vieux stocks obsolètes.

La reprise de provision pour clients douteux s'élève à 11.839 € pour une dotation de 6.085 €. Le total de la provisions pour clients douteux s'élève à 63.336 €.

Les autres provisions pour dépréciations concernent le changement de méthode intervenu en 2022 et relatif à la comptabilisation des subventions en créance dès réception de la notification d'octroi mais avec une dotations aux provisions de prudence fixée en fonction de la subvention concernée (cf. "Subventions d'équipement).

SARL AUDIT@BB
Société de Commissariat aux Comptes
Au Capital de 7622.45 €
33 Chemin Paul Signac-83143 LE VAL
Tel : 07 82 20 10 33
N° Siret : 403 376 585 0036

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

SARL AUDIT@CB
Société de Commissariat aux Comptes
Au Capital de 7622.45 €
33 Chemin Paul Signac-83143 LE VAL
Tel : 07 82 20 10 33
N° Siret : 403 376 585 0036**Etat des échéances des créances et des dettes**

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Clients douteux ou litigieux	80 666	80 666	
Autres créances clients	1 211 625	1 211 625	
Personnel et comptes rattachés	2 251	2 251	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 785	2 785	
Taxe sur la valeur ajoutée	201 555	201 555	
Divers état et autres collectivités publiques	1 975 494	1 975 494	
Débiteurs divers	36 064	36 064	
Charges constatées d'avance	721 223	721 223	
TOTAL	4 231 663	4 231 663	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	239 383	52 775	175 453	11 154
Fournisseurs et comptes rattachés	1 209 011	1 209 011		
Personnel et comptes rattachés	82 598	82 598		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	83 476	83 476		
Taxe sur la valeur ajoutée	18 866	18 866		
Autres impôts taxes et assimilés	6 164	6 164		
Autres dettes	381 893	381 893		
Produits constatés d'avance	1 325 630	1 325 630		
TOTAL	3 347 022	3 160 414	175 453	11 154
Emprunts remboursés en cours d'exercice	52 027			

Aucun nouvel emprunt n'a été contracté au cours de l'exercice 2024.

Autres immobilisations incorporelles

(Code du Commerce Art. R 123-186)

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.
Elles sont amorties sur des durées allant de 3 ans (campagne publicitaire par exemple) jusqu'à 7 ans (logiciel DECLARVINS).

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Evaluation des amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire ou dégressif	25 ans
Agencements et aménagements	Linéaire ou dégressif	10 à 20 ans
Installations techniques	Linéaire ou dégressif	5 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire ou dégressif	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire ou dégressif	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire ou dégressif	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire ou dégressif	5 à 10 ans
Réfection des Berges	Linéaire ou dégressif	40 ans

Evaluation des matières et marchandises

(PCG Art. 831-2)

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré-premier sorti"

La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Dépréciation des stocks

(PCG 831-2/3.2 et 831-2/6)

Les stocks et en cours ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

Le montant de la dépréciation dotée sur l'exercice pour un montant de 3.394 € correspond à une dépréciation de 25% du prix d'achat des stocks de futas et tabliers détenus depuis 1 an.

Le montant de la reprise aux dépréciations pour 24 790 € correspondant à la destruction ou don de vieux stocks obsolètes. Ce stock avait été déprécié à 100% sur les exercices précédents.

Une écriture pour matérialiser cette sortie de stock a été comptabilisée du sompte 67180000-Autres charges exceptionnelles au compte 79100000-Transferts de charges.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

SARL AUDIT@BB
Société de Commissariat aux Comptes
Au Capital de 7622.45 €
33 Chemin Paul Signac-83143 LE VAL
Tel. : 07 82 20 16 33
N° Siret : 403 376 585 0036**Evaluation des créances et des dettes**

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

(PCG Art.831-2/3)

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Concernant les créances clients et afin de tenir compte des remarques du contrôle fiscal, seules les créances avérées sont provisionnées.

Sur l'exercice 2024 a été comptabilisé :

- Reprise de provision pour clients douteux : 11.839 € TTC
- Dotation de provision pour clients douteux : 6.085 € TTC

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances clients et comptes rattachés	64 325
Autres créances	1 993 494
Disponibilités	4 104
Total	2 061 924

Les autres créances comptabilisées en "Produits à recevoir" correspondent pour un montant de 1.974.994 € à des subventions à recevoir dont les notifications d'octroi ont été reçues (Cf. "Subventions d'équipement" de la présente annexe).

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	327 473
Dettes fiscales et sociales	112 638
Total	440 111

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

SARL AUDIT@BB
Société de Commissariat aux Comptes
Auditeur de 7622.45 €
33 Chemin de la Sieste 83143 LE VAL
Tél : 04 94 20 10 33
N° Siret : 409 576 565 0036**Charges et produits constatés d'avance**

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	7 21 2 23
Total	7 21 2 23
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	1 325 630
Total	1 325 630

Les charges constatées d'avance comprennent essentiellement des dépenses engagées en 2024 pour des événements et salons organisés en 2025.

Il s'agit notamment des salons Wine Paris 2025 et ProWein 2025.

Les produits constatés d'avance (compte 48700000) concernent également les recettes relatives à l'inscription par les adhérents courant 2024 aux salons de 2025 Wine Paris, ProWein, Singapour et Miami pour un montant de 748.450 €.

Les autres produits constatés d'avance, d'un montant de 577.180 € (compte 48710000) concernent les subventions pour lesquelles les notifications d'octroi ont été reçues mais qui dont les actions s'étalent sur plusieurs exercices :

- FAM OCM Marché Intérieur 2024-2025 pour 577.180 € pour un montant total de subvention de 609.180 €

Ecart de conversion sur créances et dettes en monnaies étrangères

(PCG Art. 946-66 et 947-76)

Subventions d'équipement

Compte tenu des difficultés rencontrées par le passé dans l'estimation des subventions à recevoir et dans le respect du principe de prudence, il a été pratiqué une décote adaptée à chaque subvention :

- 20% sur le solde de la subvention à recevoir France Agrimer OCM Pays Tiers provenant de la période du 16/10/2023 au 31/12/2024 (hausse de la provision de 10% à 25% car subvention étalée sur deux exercices) : compte 49441080 pour 140.952 €
- 25% sur le solde de la subvention à recevoir France Agrimer OCM Marché Intérieur provenant de la période du 01/08/2023 au 31/07/2024 : compte 49411000 pour 72.336 €
- 10% sur le solde de la subvention à recevoir Région PACA Action Com provenant de l'année 2024 : compte 49441070 pour 6.250 €
- 100% sur le solde des subventions à recevoir Région PACA Chaire Rose pour les années 2022 et 2023 par rapport au niveau de dépenses : compte 49410100 pour 34.500 €
- 0% sur le solde de la subvention à recevoir REA PDO Rosé "11.44" sur les actions restant à accomplir (solde à percevoir de 212.209 €).

Le montant des subventions comptabilisées en produits sur l'exercice 2024 est de 1.247.592 € contre 1.533.652 € sur l'exercice 2023.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Ventilation du chiffre d'affaires net

(PCG Art. 831-2/14)

Répartition par secteur d'activité	Montant
COTISATIONS VOLONTAIRES OBLIGATOIRES	4 806 577
VENTES D'OBJETS PROMOTIONNELS	20 510
PARTICIPATION SALONS	759 341
AUTRES CA	195 878
Total	5 782 306

Les produits "Autres CA" comprennent la refacturation des frais juridiques à la SCI RD PROV pour un montant de 42.470 € et la refacturation à VALTENESI des frais engagés par le CIVP pour le compte de VALTENESI dans le cadre de la subvention commune PDO Rosé 11.44 pour un montant de 73.874 €.

Le chiffre d'affaires ne tient pas compte des subventions d'exploitation obtenues par le CIVP.

A titre informatif, le solde créditeurs des comptes de subventions (comptes 740) est de :

- 1.247.592 € pour le bilan clos au 31/12/2024
- 1.533.652 € pour le bilan clos au 31/12/2023
- 2.404.651 € pour le bilan clos au 31/12/2022
- 1.318.245 € pour le bilan clos au 31/12/2021
- 932.607 € pour le bilan clos au 31/12/2020

Effectif moyen

(PCG Art. 831-3)

	Personnel salarié
Cadres	5
Agents de maîtrise et techniciens	8
Employés	6
Total	19

Un effectif équivalent temps plein (ETP) est une unité de mesure proportionnelle au nombre d'heures travaillées par un salarié. Il s'agit des salariés ayant un contrat de travail avec l'entreprise, même s'ils sont absents momentanément (maternité, maladie, congés, formation, etc.).

L'ETP est calculé à partir de la durée mensuelle légale de travail, égale à 151,67 heures par mois.

Un ETP est donc une unité de mesure proportionnelle au nombre d'heures travaillées par un salarié qui sert à calculer l'effectif moyen.

L'effectif équivalent temps plein (ETP) pour l'année 2024 du CIVP est de 19 personnes contre 20 personnes en 2023 selon le Code de la sécurité sociale.

Au 1er Janvier 2025, l'effectif du personnel est ainsi réparti :

- 17 CDI
- 4 CDD

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

SARL AUDIT@BB
Société de Commissariat aux Comptes
Au Capital de 7622,45 €
55 Chemin Paul Signac-83143 LE VAL
Tel : 07 82 20 10 33
N° Siret : 403 376 585 0036

Il est à noter qu'il y a eu 3 départs sur l'exercice : une rupture conventionnelle et un départ à la retraite dont les coûts avaient été provisionnée en 2023 pour un montant total de 26.329 €. Enfin un licenciement a eu lieu en décembre 2024.

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagements financiers

Engagements donnés

Engagements reçus

CAUTION CAISSE D'EPARGNE NAT CAR LEASE LLD	10 111
Total	10 111

Engagement en matière de pensions et retraites

(PCG Art. 832-13)

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Les hypothèses tiennent compte des revalorisations annuelles des rémunérations par catégories et par tranches d'âges y compris celles inférieures à 30 ans contre les deux facteurs suivants auparavant :

- Probabilité de présence du salarié au moment de son départ à la retraite
- et application d'un coefficient de mortalité en fonction de l'âge du salarié.

Au 31/12/2024, le montant de la provision s'élève à 42.885 € contre 32.180 € sur l'exercice précédent soit une dotation sur provision de 10.705 €.

Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
65 ans	moins d'un an	
60 à 64 ans	1 à 5 ans	
55 à 59 ans	6 à 10 ans	
45 à 54 ans	11 à 20 ans	
35 à 44 ans	21 à 30 ans	
moins de 35 ans	plus de 30 ans	
TOTAL		42 885
Engagement total		42 885

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Hypothèses de calculs retenues

	Dirigeants	Autres	Provisions
Pensions et indemnités assimilées			42 885
Indemnités de départ à la retraite et indemnités pour			

Liste des filiales et participations

(Code du Commerce Art. L 233-15; PCG Art. 832-6, 833-6 et 841-6)

Filiales et participations	Capitaux propres	Quote part du capital détenue en pourcentage	Résultat du dernier exercice clos
A. Renseignements détaillés sur les filiales et participations			
- Participations (10 à 50% du capital détenu)			
- SCI RD PROV	605 000	49.59	
B. Renseignements globaux sur les autres filiales et participations			

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -Produits et charges exceptionnels

(PCG Art. 831-2/13)

Nature	Montant	imputé au compte
Produits exceptionnels		
- PRODUITS EXCEPTIONNELS	245	77180000
- SUBV INVESTISSEMENT VIREES AU RESULTAT	1 291	77700000
Total	1 536	
Charges exceptionnelles		
- DESTRCUTION STOCK OBSOLETE	24 790	67180000
- CHARGES S/EXERCICES ANTERIEURS	3 744	67200000
- VNC DES ELEMENTS ACTIFS CEDES	2 260	67500000
Total	30 794	

Charges et produits sur exercices antérieurs

(PCG Art. 831-2/13)

Nature	Montant	imputé au compte
Charges		
- REGULARISATIONS ANTERIEURES	3 744	67200000
Total	3 744	

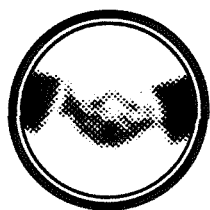
SARL AUDIT@BB
Société de Commissariat aux Comptes
Au Capital de 7622.45 €
33 Chemin Paul Signac-83143 LE VAL
Tel : 07 82 20 10 33
N° Siret : 403 576 535 0036

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Le 20/06/2025
PRESIDENT Eric PASTORINO

SARL AUDIT@BB
Société de Commissariat aux Comptes
Au Capital de 7622.45 €
33 Chemin Paul Signac-83143 LE VAL
Tel : 07 82 20 10 33
N° Siret : 403 376 585 0036



AUDIT@BB
Commissaire aux Comptes

CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DES VINS DE PROVENCE

MAISONS DES VIN – RN7

83460 LES ARCS EN PROVENCE

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes annuels de l'exercice
clos au 31 décembre 2024**

Aux adhérents du CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DES VINS DE PROVENCE

En notre qualité de Commissaire aux comptes de votre CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DES VINS DE PROVENCE, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à chercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires, au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes, relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont données avec les documents de base dont elles sont issues.

I - ETAT DES CONVENTIONS REGLEMENTEES PASSEES AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

➤ CENTRE DE RECHERCHE ET D'EXPERIMENTATION DANS LES VINS ROSES (CREVR)

Dirigeant concerné : Monsieur Jean-Jacques BREBAN, administrateur du CREVR et du CIVP.

Un contrat de projet, « Prestation études Recherche et Développement », entre le CIVP et le Centre de Recherche et d'Expérimentation sur le Vin Rosé (CREVR) a été signé en date du 24 juillet 2024. Il est précisé dans l'objet de ce contrat, que le CIVP a souhaité confier au CREVR, la réalisation de projets de recherche sur les vins rosés en général et/ou les Vins de Provence, dans des conditions édictées dans le document annexe, dit « Programme R&D 2024 »

Les projets décrits dans ce programme, abordent les thématiques non-exhaustives suivantes :

- Cépages résistants et climatiques
- Gestion stress hydrique
- Stabilité des vins Rosés (oxydation, couleur, calcium)
- Adaptation changement climatique
- Observatoire de la Qualité
- Etc.

En contrepartie des prestations fournies par le CREVR, le CIVP paiera le prix établi sur la base du budget détaillé dans le document annexe, dit « Programme R&D 2024 »

Dans le cadre du contrat de projet, le CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DES VINS DE PROVENCE a comptabilisé, sur exercice civil 2024, pour 229 015 euros de rétributions au CREVR, conformément à l'accord décrit dans l'annexe 1, « Programme R&D 2024 », dont :
115 752 euros pour des études spécifiques Vins de Provence et
113 263 euros pour des études communes vins rosés.

Ce contrat est passé pour une durée d'un an, qui a pris effet le 1^{er} janvier 2024 et qui est arrivé à son terme le 31 décembre 2024, à l'exclusion des livrables non encore fournis par le Centre du Rosé.

➤ MAISON DES VINS

Dirigeant concerné : Éric PASTORINO, gérant de la SARL et Président du CIVP

Une convention entre le CIVP et la Maison des Vins des Côtes de Provence, a été signée en date du 16 janvier 2024. Elle a pour objet d'établir un partenariat entre les deux organismes pour la mise en œuvre d'actions de promotion et de communication. Elle a été conclue pour une durée d'un an en 2024.

En soutien des actions de communication mises en œuvre pour les Côtes de Provence par la Maison des Vins, le CIVP a participé à hauteur de 25 000 euros hors taxes pour l'exercice 2024.

bb

Une nouvelle convention entre le CIVP et la Maison des Vins des Côtes de Provence, a également été signée en date du 16 janvier 2024. Elle a pour objet de la location d'une salle banquet climatisée dans les locaux de la maison des vins aux Arcs sur Argens de 140 m², avec patio de 160 m² et 2 salles climatisées de 40 m² chacune, ainsi que sanitaire et parking. Cette location destinée à la tenue de réunion est mise à disposition du CIVP pour 20 journées d'utilisation.

Coût réel : 18 000 Euros TTC (soit 15 000 Euros hors taxes).

La convention a débuté le 1er janvier 2024 pour se terminer le 31 décembre 2024.

II – ETAT DES CONVENTIONS REGLEMENTEES ANTERIEURES SE POURSUIVANT

➤ SYNDICAT DES VINS COTES DE PROVENCE

Dirigeant concerné : Éric PASTORINO, Président du syndicat et Président du CIVP.

Dans le cadre de la convention d'entretien général du bâtiment, signée entre le CIVP et le syndicat des Vins des Côtes de Provence, le CONSEIL INTERPROFESSIONNEL a comptabilisé, au cours de l'exercice 2024, pour 6 775.86 Euros concernant la participation, refacturée à l'€/l'€, aux frais d'entretien du parc et des bâtiments supportés par le syndicat des vins Côtes de Provence.

Une convention a été signée entre le CIVP et le syndicat des Vins des Côtes de Provence le 17 juillet 2019. Elle a pour objet d'établir un partenariat entre les deux organismes pour la mise en œuvre d'actions de protection et de défense de l'utilisation de l'origine Provence sur le marché du vin. Elle a été conclue pour une durée de 3 années allant de 2020 à 2022, à hauteur d'un versement annuel de 70 000 euros. Etant renouvelable par tacite reconduction, elle poursuit ses effets sur la nouvelle période triennale allant de l'année civile 2023 à 2025.

Le CIVP a donc versé 70 000 Euros hors taxes au titre de la protection du nom et des appellations COTES DE PROVENCE, COTEAUX D'AIX et COTEAUX VAROIS, pour l'exercice 2024, au syndicat des vins Côtes de Provence.

Une convention a également été signée entre le CIVP et le syndicat des Vins des Côtes de Provence le 25 janvier 2021. Elle a pour objet la refacturation de la refonte de l'installation téléphonique commune aux deux organismes. Le CIVP étant facturé pour la totalité de cette nouvelle installation par la société MCV, mais étant utile aux deux organismes, le syndicat des vins Côtes de Provence s'engage à supporter 50% des coûts annuels. Le CIVP facturera annuellement 50% de ces coûts au syndicat.

Cette convention est conclue pour une durée indéterminée et a pris effet au 25 janvier 2021.

➤ **PRESIDENT : COMPENSATION FINANCIERE DU TEMPS PASSE**

Dirigeants concernés : Éric PASTORINO président du CIVP sur la période allant du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Le temps consacré par le président du Bureau à son mandat peut faire l'objet d'une compensation financière à la demi-journée.

Il n'a été versé aucune indemnisation à Éric PASTORINO, pour la période concernée.

Il ne nous a pas été signalé d'autre convention et nous n'en n'avons pas découvert d'autre à l'occasion de nos contrôles.

Le Val, 21 juin 2025

SARL AUDIT@BB

Commissaire aux Comptes

SARL AUDIT@BB
Société de Commissariat aux Comptes
Au Capital de 7622.45 €
33 Chemin Paul Signac-83143 LE VAL
Tel : 07 82 20 10 33
N° Siret : 403 376 585 0036

Représentée par Benjamin BAUCHER

